



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté du **28 JUIL 2023** autorisant la société Ipodec Normandie à exploiter des activités de traitement, tri et regroupement de déchets non dangereux sur les communes de Oissel et de Saint-Étienne-du-Rouvray, rue Désiré Granet

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, notamment son livre V ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- Vu les actes antérieurs et notamment l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2010 (modifié par l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2014) autorisant la société Ipodec Normandie à exploiter un centre de regroupement de tri de déchets industriels banals sur le territoire des communes de Oissel et de Saint-Étienne-du-Rouvray, rue Désiré Granet ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la décision préfectorale du 19 avril 2021 dispensant la société Ipodec Normandie d'une évaluation environnementale pour le projet d'augmentation des quantités de déchets non dangereux ;
- Vu la demande du bénéfice des droits acquis déposée par l'exploitant le 8 avril 2019 ;
- Vu le porter à connaissance relatif au projet d'extension des quantités de déchets non dangereux entreposés sur la plateforme de tri, transit et regroupement située sur les communes de Oissel et de Saint-Étienne-du-Rouvray, transmis le 25 février 2021 et complété le 25 février 2022 par la société Ipodec Normandie, dont le siège social est située 18/20 rue Henri Rivière, Le Trident BP 91013 à Rouen (76171) ;
- Vu les avis en date du 9 mars 2019 et du 1^{er} avril 2021 (complété par courriel du 22 avril 2022) du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (SDIS76) ;

- Vu la demande d'examen au cas par cas du 16 mars 2021 (complétée le 18 mars 2021) concernant l'augmentation des quantités de déchets non dangereux entreposés sur le site de Oissel et de Saint-Étienne-du-Rouvray ;
- Vu le rapport de l'inspection de l'environnement faisant suite à sa visite du 7 décembre 2021 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 12 juillet 2023 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 17 juillet 2023 ;
- Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par mail en date du 27 juillet 2023 ;

CONSIDÉRANT

que la société Ipodec Normandie est dûment autorisée à exploiter une installation de traitement, tri et regroupement de déchets non dangereux située sur les communes de Oissel et de Saint-Étienne-du-Rouvray ;

que les décrets n° 2010-367 du 13 avril 2010, n° 2014-285 du 3 mars 2014, n° 2018-458 du 6 juin 2018, n° 2018-900 du 22 octobre 2018 et n° 2020-828 du 30 juin 2020 ont modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en supprimant notamment les rubriques n°s 1220, 1418, 1432 et n° 2920 et en réformant les seuils des régimes des rubriques n°s 2713, 2714, 2716, n° 2718 et n° 2791-1 associées aux activités de traitement de déchets ;

qu'il convient d'actualiser le tableau des activités de la société Ipodec Normandie pour prendre en compte l'évolution réglementaire de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et l'évolution des volumes d'activités suite aux modifications apportées sur le site ;

que la société Ipodec Normandie a transmis, le 25 février 2021, un dossier de porter-à-connaissance relatif d'extension des quantités de déchets non dangereux entreposés sur la plateforme de tri, transit et regroupement située sur les communes de Oissel et Saint-Étienne-du-Rouvray ;

que cette demande entraîne un changement notable des éléments du dossier d'origine de demande d'autorisation d'exploiter du 17 décembre 2007, mais n'est pas considérée comme une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, ni de nature à engendrer des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

que ces modifications n'apparaissent pas susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine, et n'engendreront pas de nuisances supplémentaires par rapport à la situation actuelle ;

qu'il y a lieu de mettre à jour les dispositions relatives aux conditions d'exploitation du site ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies.

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société Ipodec Normandie, dont le siège social est située 18/20 rue Henri Rivière - Le Trident, BP 91013 à Rouen (76171), est tenue de respecter les prescriptions techniques ci-annexées pour ses installations implantées sur le territoire des communes de Oissel et de Saint-Étienne-du-Rouvray, rue Désiré Granet.

Les prescriptions annexées à l'arrêté du 29 janvier 2010 modifié par l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2014 sont annulées et remplacées par les prescriptions ci-annexées.

En outre, l'exploitant doit se conformer aux dispositions du code du travail et notamment ses articles R. 4451-1 à R. 4451-144, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur simple demande, tous les renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 2

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

ARTICLE 3

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toute mesure ultérieure que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

ARTICLE 4

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet, indépendamment de sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cesse de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Rouen :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte leur a été notifié ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de l'arrêté sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2° ci-avant.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

ARTICLE 6 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de Oissel et de Saint-Étienne-du-Rouvray, et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies de Oissel et de Saint-Étienne-du-Rouvray pendant une durée minimale d'un mois. Les maires de Oissel et de Saint-Étienne-du-Rouvray font connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société Ipodec Normandie.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, les maires des communes de Oissel et de Saint-Étienne-du-Rouvray, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ROUEN, le **28** **iiii** **2023**

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation,

La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN

LISTE DES CHAPITRES

| | |
|--|-----------|
| TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES..... | 3 |
| CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION..... | 3 |
| CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS..... | 3 |
| CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION..... | 9 |
| CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION..... | 10 |
| CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT..... | 10 |
| CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES..... | 11 |
| CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ..... | 13 |
| CHAPITRE 1.8 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES..... | 16 |
| CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS..... | 16 |
| TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT..... | 17 |
| CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS..... | 17 |
| CHAPITRE 2.2 DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES..... | 17 |
| CHAPITRE 2.3 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES..... | 17 |
| CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE..... | 17 |
| CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS..... | 18 |
| CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS..... | 18 |
| CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION..... | 18 |
| CHAPITRE 2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION..... | 18 |
| TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE..... | 19 |
| CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS..... | 19 |
| CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET..... | 20 |
| TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES..... | 22 |
| CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU..... | 22 |
| CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES..... | 22 |
| CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU..... | 23 |
| TITRE 5 - DÉCHETS..... | 29 |
| CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION..... | 29 |
| CHAPITRE 5.2 TRAÇABILITÉ, REGISTRES..... | 30 |
| CHAPITRE 5.3 DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT..... | 32 |
| TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS..... | 33 |
| CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... | 33 |
| CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES..... | 33 |
| CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS..... | 35 |
| TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES..... | 36 |
| CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS..... | 36 |
| CHAPITRE 7.2 CARACTÉRISATION DES RISQUES..... | 36 |
| CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS..... | 36 |
| CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES..... | 39 |
| CHAPITRE 7.5 SURVEILLANCE ET DÉTECTION DES ZONES POUVANT ÊTRE À L'ORIGINE DE RISQUES..... | 41 |
| CHAPITRE 7.6 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES..... | 41 |
| CHAPITRE 7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS..... | 43 |
| TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT..... | 46 |
| CHAPITRE 8.1 TRANSIT, PRÉ-TRAITEMENT ET REGROUPEMENT DE DÉCHETS..... | 46 |
| TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS..... | 52 |
| CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE..... | 52 |
| CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE..... | 52 |
| CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS..... | 55 |
| CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES..... | 56 |

| | |
|------------------------|----|
| TITRE 10 - ANNEXE..... | 58 |
|------------------------|----|

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société Ipodec Normandie, dont le siège social est situé Immeuble le Trident, 18/20 Rue Henri Rivière à ROUEN, est autorisée à exploiter sur le territoire des communes de Oissel et de Saint-Etienne-du-Rouvray, Rue Désiré Granet, les installations dont la liste figure dans les prescriptions du présent arrêté.

La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation.

Les présentes prescriptions annulent et remplacent celles des actes antérieurs en date du 29 janvier 2010 et 8 octobre 2014.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

| Rubrique | Désignation des activités | Caractéristiques | Régime |
|----------|---|---|--------|
| 3532 | Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes : – prétraitement des déchets destinés à l'incinération. | <u>Activité principale</u> Prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération Capacité > 75 tonnes par jour | A |
| 2791-1 | Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j | <ul style="list-style-type: none"> Préparation des CSR à partir des fractions de déchets non dangereux non valorisables (valorisation matière) : 150 t/j Broyage du bois : 20 t/h x 8 h/j = 160 t/j Broyage DIB avant tri automatisé : 170 t/j Capacité : 480 t/j | A |
| 2713-2 | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure à 100 m ² mais inférieure à 1 000 m ² . | Déchets de métaux issus du pré-tri et du process de tri pour un tonnage maximal de 24 tonnes correspondant à 4 bennes de 30 m ³ soit 60 m ² Capacité < 1 000 m² | NC |

| Rubrique | Désignation des activités | Caractéristiques | Régime |
|-----------|--|---|--------|
| 2714-1 | <p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³.</p> | <ul style="list-style-type: none"> Papiers/Cartons/Plastiques : zones 4, 8 (pour partie), 9 et 10 = 5 000 m³ ; Bois A et B : Plate-forme de transit de bois : zone 5 = 11 194 m³ ; Bois issu DEA (déchets d'éléments d'ameublement) : zone 5 = 13 428 m³ <p>Capacité : 29 622 m³</p> | E |
| 2716-1 | <p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³.</p> | <ul style="list-style-type: none"> Déchets mélangés réceptionnés : Zone 1 du CTHP (Halle de réception) = 2 130 m³ ; Déchets issus du refus de tri (stockeur aérien) : 90 m³ ; CSR (stockeur aérien) : 2 x 90 m³ = 180 m³ (soit 27 t) ; DEA (déchets d'éléments d'ameublement) : zone 8 = 2 500 m³ <p>Capacité : 4 900 m³</p> | E |
| 2718-1 | <p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.</p> | <ul style="list-style-type: none"> Stockage en bennes d'Amiante liée conditionnée en big-bags étanches <p>Capacité : 20 t</p> | A |
| 2515-1-a) | <p>Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW.</p> | <ul style="list-style-type: none"> Équipements de l'unité de tri (broyeurs et séparateurs granulométriques) <p>Puissance totale : 355 kW</p> | E |

| Rubrique | Désignation des activités | Caractéristiques | Régime |
|----------|--|--|--------|
| 2711 | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 100 m ³ | <ul style="list-style-type: none"> Zone de transit couverte de DEEE Capacité : 5 m ³ | NC |
| 2517 | Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant inférieure ou égale à 5 000 m ² . | <ul style="list-style-type: none"> Déchets inertes et matrices terreuses issus du process du tri : 1 benne de 20 m³ (soit 30 t pour une densité de 1,5 t/m³) Surface < 5 000 m ² | NC |
| 4725 | Oxygène. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t. | <ul style="list-style-type: none"> Emploi d'oxygène Capacité : 200 kg | NC |
| 4719 | Acétylène. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 250 kg. | <ul style="list-style-type: none"> Emploi d'acétylène Capacité : 200 kg | NC |
| 4734 | Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution. La quantité susceptible d'être présente dans les installations étant pour les stockages enterrés inférieure à 250 t au total | <ul style="list-style-type: none"> Cuve de GNR aérienne double coque avec détection de fuite de 12 m³ soit 10,2 t Stockage d'huiles de 10 t Capacité équivalente : 20,2 tonnes | NC |
| 1435 | Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant distribué étant inférieur ou égal à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total. | Volume annuel distribué < 500 m ³ au total (moyenne estimée à 185 m ³) | NC |

| Rubrique | Désignation des activités | Caractéristiques | Régime |
|----------|--|--|--------|
| 2910-A | <p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931.</p> <p>Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>La puissance thermique nominale de l'installation étant inférieure à 1 MW.</p> | <ul style="list-style-type: none"> Chaudière gaz ou biomasse <p>Capacité : 150 kW</p> | NC |

* : A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

L'établissement IPODEC NORMANDIE est visé dans l'annexe I de la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « IED » pour son activité de prétraitement des déchets destinés à l'incinération et de coïncinération (rubrique n°3532).

La rubrique soulignée (3532) désigne la rubrique principale de l'établissement conformément à l'article R. 515-61 du Code de l'environnement.

Le BREF applicable, associé à cette rubrique, est le BREF WT « Traitement des déchets (août 2018) ».

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

| Communes | Parcelles |
|--------------------------|-----------------------------|
| Oissel | n° 58 section AD |
| Saint-Etienne-du-Rouvray | n° 176 section AN en partie |

ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

Article 1.2.3.1. Généralités

L'exploitation respecte les objectifs fixés par le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de Normandie.

Les aménagements respectent en outre les dispositions réglementaires des plans d'occupation des sols ou plans locaux d'urbanisme opposables et du plan de prévention des risques d'inondation.

Les véhicules qui desservent le site empruntent des voies de circulation adaptées. Le trafic engendré par l'activité du site ne doit pas gêner la circulation routière.

Article 1.2.3.2. Nature des déchets admis

Seuls peuvent être admis les déchets suivants :

| Nature des déchets | Lieu du traitement | nature des opérations | tonnage annuel |
|---|---|---|---|
| Déchets d'activité économiques assimilables aux ordures ménagères, en mélange | Unité de tri des déchets d'activité économiques (DAE) | Tri, broyage éventuel, séparation (granulométrique, aéraulique, optique, hydraulique, ferreuse, non ferreuse), compactage | 125 000 t |
| Bois | Plate-forme bois – biomasse | Tri, broyage, criblage | – 45 000 t issus du CTHP – 20 000 t provenant de l'extérieur |
| Métaux | Plate-forme ferraille | Tri, regroupement | 40 000 t/an |
| Gravats, terres non polluées, déchets de balayages | Plate-forme BTP | Tri, regroupement | 25 000 t |
| Amiante liée issue de chantiers BTP | Plate-forme BTP | transit | 2 000 t |
| Papiers, cartons, films plastiques | Plate-forme valorisation – affinage | Tri, déchiquetage éventuel, découpage éventuel, mise en balle | 55 000 t |

Les déchets admis peuvent provenir d'industries nucléaires de base à condition d'être de même nature que les déchets mentionnés ci-dessus.

Un cahier des charges est établi et définit les critères d'acceptabilité des déchets. Ce cahier des charges reprend a minima les critères d'admission du présent arrêté.

Article 1.2.3.3. Origine géographique des déchets

Les déchets pris en charge sur le site proviennent des départements de la Seine-Maritime et de l'Eure. Toutefois, certains déchets provenant des autres départements normands, de la Somme, de l'Oise de l'Aisne et de l'Ile-de-France peuvent également alimenter la plate-forme pour les papiers, cartons, plastiques, bois, biomasse et déchets d'activités économiques (DAE).

Article 1.2.3.4. Déchets interdits

Les déchets non mentionnés à l'Article 1.2.3.2. et les déchets suivants ne sont pas admis sur le site :

- déchets dangereux,
- déchets d'activité de soins et assimilés, même après stérilisation,
- déchets radioactifs,
- ordures ménagères brutes,
- déchets d'explosifs,
- déchets toxiques à l'exception de ceux destinés à la plate-forme DID,
- déchets produisant de l'amiante volatile,
- déchets contenant de l'amiante non conditionnés en double big-bag ou palettes filmées par les grandes longueurs,
- les déchets contenant de l'amiante en mélange dans une benne avec d'autres produits,
- véhicules hors d'usage,
- tout déchet pouvant porter atteinte à l'environnement ou à la santé humaine.

ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante (cf figure 1) :

| Identification | Surface | Utilisation | Nature de stockage | Quantité maximale présente | Mode de stockage |
|---|--------------------------------------|---|--|----------------------------|--|
| Zone 1, 2 et 3 : Centre de Tri Haute Performance (CTHP) | 6 000 m ² (sous bâtiment) | Chaîne de tri des déchets d'activité économiques non dangereux mélangés | Déchets d'activités économiques non dangereux en mélange | 85 t dont 27 t de CSR | Aire de réception couverte |
| | | | Déchets de combustibles solides de récupération (CSR) et déchets issus du refus de tri | | Compacteur, bennes fermées ou vrac dans des alvéoles couvertes |
| | | | Bois | - | Vers plate-forme bois |
| | | | inertes | 14 t + 16t | 2 bennes |
| | | | ferraille | 8 t + 16t | 3 bennes |
| Zone 4 et 10 : valorisation – affinage | 2 400 m ² | Stockage et conditionnement de papiers, cartons, et plastiques | Cartons | 80 t | En vrac sous auvent |
| | | | Cartons | 600 t | En balles |
| | | | Papier | 220 t | En vrac |
| Zone 5 : plateforme Bois | 15 990 m ² (aérien) | Réception, tri, broyage et stockage du bois | Bois classe A brut | 210 t | En îlot |
| | | | Bois classe A broyé | 100 t | En îlot |
| | | | Bois Classe B brut | 780 t | En îlot |
| | | | Bois classe B broyé | 800 t | En îlot |
| | | | Bois issu DEA Brut | 2300 t | En îlot |
| | | | Bois issu DEA broyé | 1 000 t | |
| Zones 8 et 9 : Bâtiment de stockage des matières premières secondaires | 3 600 m ² (aérien) | Réception et stockage de DEA et plastiques | DEA issu Eco-organisme | 400 t | En vrac |
| | | | Plastique | 30t | En vrac |
| | | Conditionnement et stockage avant expédition des matériaux triés | Cartons | 600 t | Balles |
| | | | Plastiques | 100 t | Balles |
| Zone 7 Plate-forme stockage des containers | 2 400 m ² | Stockage de containers | | | |
| Atelier | 288 m ² | Entretien et maintenance des équipements du site | | | |
| Bâtiment administratif | 390 m ² | Usage administratif | | | |

La figure 1 présente le plan du site organisé par zone comprenant notamment le Centre de Tri Haute Performance (zone 1, 2 et 3), la zone 4 de mise en balle des cartons, plastiques et la zone 5 de la plateforme de broyage de bois.

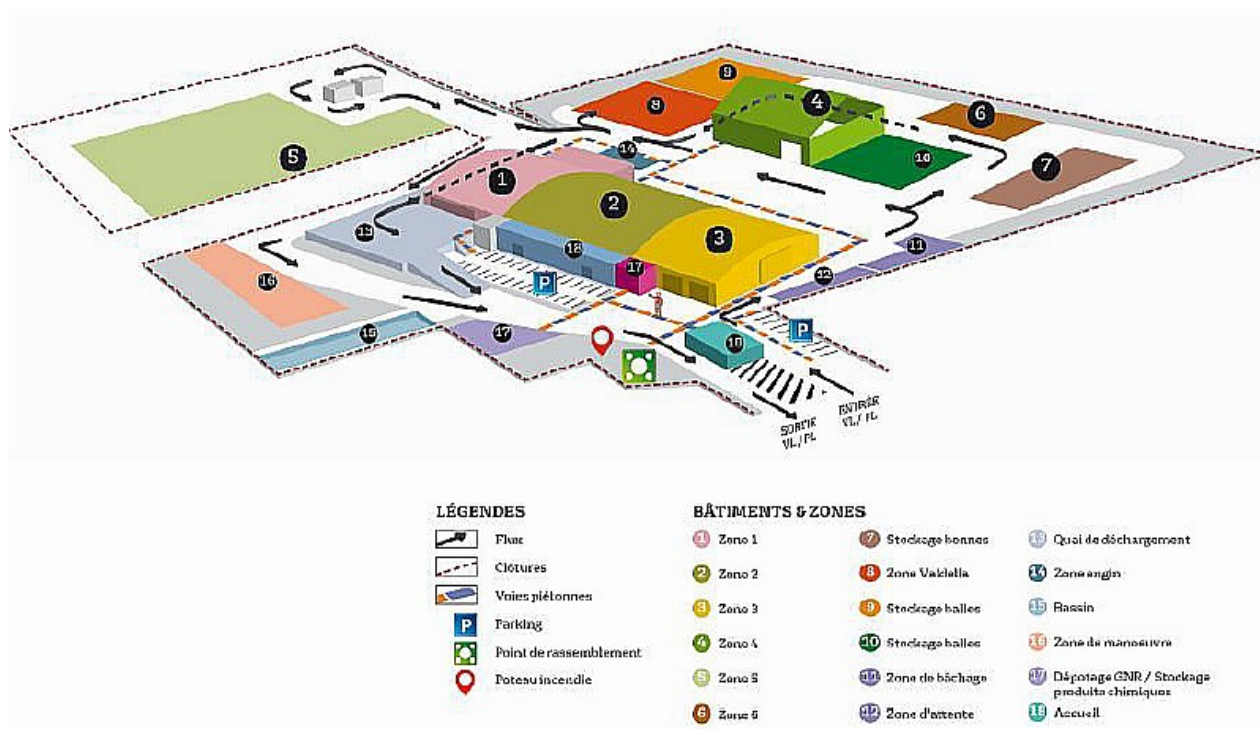


Figure 1 : plan du site

L'établissement est en outre équipé :

- d'un poste de contrôle ;
- d'un portail de détection de radioactivité disposé à l'entrée du site : le passage sous ce portique de détection est obligatoire et incontournable ;
- de deux ponts bascule à l'entrée du site et d'un troisième destiné au contrôle du poids des containers de transport maritime
- d'une aire de lavage extérieur des véhicules et bennes,
- d'un parc de stationnement de 10 poids lourds avec remorque et 85 véhicules légers,
- d'une zone tampon pour les poids lourds à l'entrée du site,
- d'une zone de stationnement de poids lourds en attente de chargement,
- d'un atelier de maintenance,
- d'une installation de stockage et distribution de fioul pour l'alimentation des machines (chargeuses, broyeurs...).

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

ARTICLE 1.5.1. IMPLANTATION ET ISOLEMENT DU SITE

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes.

Toute modification apportée au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R 512-33 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.5.2. ZONES DE DANGER

L'étude de danger est actualisée à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Les zones de danger engendrées par les installations de l'établissement et définies en référence à l'étude de danger déposée par l'exploitant dont l'étude de flux thermiques en cas d'incendie a été mise à jour le 16 novembre 2018 et le 21 février 2021 sont les suivantes :

| Installations | Scénario | Distance* maximale au seuil de | | | Durée de l'incendie | Effets sur l'extérieur du site |
|--|---|--------------------------------|---------|---------|-------------------------------------|--|
| | | 3 kW/m² | 5 kW/m² | 8 kW/m² | | |
| | | Hauteur cible : 1,8 m | | | | |
| Stockage de matières premières secondaires (carton/papier) | Incendie généralisée des zones 4 et 10 | 10 m | 6 m | < 5m | Zone 4 : 293 mn zone 10 : 281 mn | aucun |
| Stockage DEA et plastiques en vrac | Incendie généralisée de la zone 8 | 19 m | 13 m | 9 m | DEA : 165 mn Plastique : 83 mn | Effet thermique de 3kW/m² sur 5 m au nord du site dans une zone non sensible (voirie). |
| Plate-forme de stockage de bois (de classe A ou B et DEA) | Incendie d'un îlot B brut ou B broyé dans la zone 5 | 9 m | 5 m | < 5m | B Brut : 219 mn B broyé : 148 mn | Effet thermique de 3kW/m² sur 5 m au sud de la plateforme dans une zone non sensible (fossé de récupération des eaux pluviales). |

(*) : La plus grande distance, perpendiculairement sur l'un des 4 cotés du stockage

CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.6.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.6.2. MONTANTS DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières est établi comme suit.

Installations relevant du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement

| | Gestion des produits et déchets sur site (Me) | Indice d'actualisation des coûts (a) | Neutralisation des cuves enterrées (Mi) | Limitation des accès au site (Mc) | Contrôle des effets de l'installation sur l'environnement (Ms) | Gardiennage (Mg) |
|-------------------------------|--|---|--|--------------------------------------|---|---------------------|
| Montant en Euros (TTC) | 283 961,20 € | 1,05 | 0,00 € | 480,00 € | 48 400,00 € | 2 070,00 € |

Le montant total des garanties à constituer est évalué à $M = Sc [Me + a (Mi + Mc + Ms + Mg)] =$
396 672,26 € TTC (après actualisation)

avec Sc : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.

L'indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières est fixé à 116,40 (indice du mois de septembre 2021).

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-après :

| Nature des déchets | Quantité maximale présente sur le site |
|---|--|
| Huiles et lubrifiant divers | 10 t |
| Déchets d'amiante liée | 20 t |
| Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) | 5 t |
| Métaux | 24 t |
| Papiers – cartons en vrac | 300 t |
| Papiers – cartons en balles | 1 200 t |
| Plastiques en vrac | 30 t |
| Plastiques en balles | 100 t |
| Bois A brut | 210 t |
| Bois A broyé | 100 t |

| Nature des déchets | Quantité maximale présente sur le site |
|--------------------|--|
| Bois B Brut | 780 t |
| Bois B broyé | 800 t |
| DEA brut | 2 300 t |
| DEA broyé | 1 000 t |
| DIB – refus de tri | 85 t |
| Gravats | 15 t |

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks des déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Cet état des stocks est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.6.3. MODALITÉS DE CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant devra constituer, un mois après notification du présent arrêté, des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R. 516-1-5 du code de l'environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, à savoir :

- 20 % du montant initial des garanties financières un mois après notification du présent arrêté ;
- 20 % supplémentaires du montant initial des garanties financières par an pendant 4 ans.

En cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations, l'échéancier est le suivant :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières un mois après notification du présent arrêté ;
- constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R. 516-2 du code de l'environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution des 20 % du montant initial des garanties financières est transmis au Préfet avant un mois après notification du présent arrêté.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis au Préfet au moins 3 mois avant chaque anniversaire de la constitution initiale.

ARTICLE 1.6.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.6.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, avec copie à l'inspection des installations classées, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

ARTICLE 1.6.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent la variation.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012.

ARTICLE 1.6.6. RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

ARTICLE 1.6.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.6.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

ARTICLE 1.6.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1, le Préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 512-31, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du Préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires et des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**ARTICLE 1.7.1. PORTER À CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.7.2. MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS

L'étude de dangers est actualisée à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.7.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.7.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au chapitre 1.2 « nature des installations » du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.7.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant. Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification des garanties financières, l'avis du conseil de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis. À défaut de notification expresse dans un délai de 3 mois, le silence gardé par le Préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

ARTICLE 1.7.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : le site est destiné à conserver une vocation industrielle.

En cas d'arrêt définitif d'une des installations, celle-ci doit être placée dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définit à l'article R.512-75-1 du code de l'environnement, l'exploitant notifie au préfet la date de l'arrêt définitif trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R.512-75-1, des terrains concernés du site.

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L.512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmet également au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et, le cas échéant, à l'article L.211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Le mémoire comporte notamment :

- 1° Le diagnostic défini à l'article R.556-2 ;
- 2° Les objectifs de réhabilitation ;
- 3° Un plan de gestion comportant :
 - a) Les mesures de gestion des milieux ;
 - b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;
 - c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Les mesures de gestion des milieux comprennent au minimum, notamment pour les sols et les eaux souterraines, le traitement des sources de pollution et des pollutions concentrées. Elles sont appréciées au regard des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L.512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées mentionnées au c du 3° ci-dessus qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement.

ARTICLE 1.7.7. DOSSIER DE RÉEXAMEN

La rubrique principale au sens de l'article R515-61 du code de l'environnement est la rubrique n° 3532 de la nomenclature des installations classées.

Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale définie au premier alinéa du présent article :

- les prescriptions du présent arrêté sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R515-67 et R515-68 du code de l'environnement ;
- l'installation doit respecter lesdites prescriptions réexaminées.

Si aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles n'est applicable, les prescriptions de l'autorisation sont réexaminées et, le cas échéant, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions.

Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans les cas suivants :

- a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;
- b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;
- c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée .

En vue du réexamen prévu au second alinéa du présent article, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.

Le dossier de réexamen est remis en trois exemplaires. S'il doit être soumis à consultation du public en application de l'article L515-29 du code de l'environnement, l'exploitant fournit en outre le nombre d'exemplaires nécessaires à l'organisation de cette consultation dans les communes concernées. Il est accompagné d'un résumé non technique au format électronique.

CHAPITRE 1.8 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

| Dates | Textes |
|----------|--|
| 25/03/21 | Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments. |
| 17/12/19 | Arrêté ministériel relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED |
| 24/08/17 | Arrêté modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement |
| 31/07/12 | Arrêté ministériel relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement |
| 31/05/12 | Arrêté relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées |
| 31/05/12 | Arrêté fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R516-1 du code de l'environnement |
| 31/01/08 | Arrêté du 31/01/08 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets |
| 15/01/08 | Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées |
| 29/09/05 | Arrêté relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de danger des installations classées soumises à autorisation |
| 20/04/05 | Décret n° 2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses. |
| 02/02/98 | Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation |
| 23/01/97 | Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement |
| 10/05/93 | Arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées |
| 10/07/90 | Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines |
| 31/03/80 | Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion |

CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées,
- prévenir en toute circonstance, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans les installations.

CHAPITRE 2.2 DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

CHAPITRE 2.3 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 2.3.1. L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits absorbants...

CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**ARTICLE 2.4.1. PROPRETÉ**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre, entretenu en permanence et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Les voiries sont balayées autant que nécessaire. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin. Les bennes de déchets sont couvertes lors de tout déplacement, interne comme externe.

Des filets sont mis en place aux abords du site et notamment à proximité de l'entrepôt de stockage de balles de papiers, cartons, plastiques pour contenir les envols de déchets.

Le site sera maintenu en état de dératisation permanente.

ARTICLE 2.4.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

Les espaces verts représentent 5% de la surface du site. Ils sont entretenus suivant les principes de l'agriculture raisonnée, sans ajout excessif d'engrais et avec un minimum de traitements pesticides.

CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.6.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

L'exploitant remplit chaque année, dans les délais impartis un formulaire sur le site de télédéclaration GEREP (accessible depuis le portail "monaiot" à l'adresse <https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr>) afin de dresser un bilan d'activité de l'année n.

L'exploitant transmet son registre chronologique de déchets dangereux ou contenant des substances polluantes organiques au registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNTDS) via la déclaration en ligne depuis le site à l'adresse : <https://rntds-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr>

Il transmet également à l'inspection des installations classées les documents et plans demandés.

CHAPITRE 2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

| Référence | Document | Fréquence |
|-----------------|--|---|
| Article 9.2.1.1 | Mesures de poussières | Annuelle |
| Article 9.2.3 | Autosurveillance des eaux résiduelles | Annuelle |
| Article 9.2.4 | Autosurveillance des eaux souterraines | Trimestrielle |
| Article 9.2.5 | Autosurveillance des déchets | Annuelle |
| Article 9.2.6 | Mesure des niveaux sonores | Tous les 3 ans |
| Article 9.4.2 | Bilan annuel d'activité | Annuelle avant le 31 mars de chaque année |

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'inspection des installations classées peut demander, notamment en cas de plaintes pour gêne olfactive, la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules (grâce à l'utilisation d'un nettoyeur haute pression par exemple) doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

En particulier, les broyeurs et cribleurs de l'unité de tri (séparateurs granulométriques) sont équipées de systèmes d'extraction d'air et de filtres à poussières. Ces dispositifs de filtration doivent être conçus, exploités et entretenus de manière :

- à faire face aux variations des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les installations sont entretenues et nettoyées au moins une fois par an et aussi souvent que nécessaire afin de prévenir les amas de poussières.

Conformément à l'article 8.1.7.2 des présentes prescriptions, l'installation de broyage des déchets de bois est équipée d'un dispositif de rabattement de poussières mis en fonctionnement en cas de besoin (notamment par temps sec).

Conformément à l'article 8.1.7.1 des présentes prescriptions, la zone n°3 des installations est équipée d'un humidificateur ou brumisateurs lors des chargements en vrac de déchet de Combustible Solide de Récupération afin de rabattre les poussières occasionnées.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET**ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2. SANS OBJET : CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉE**ARTICLE 3.2.3. SANS OBJET : CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET**

ARTICLE 3.2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les mesures sur les rejets issus du dépoussiéreur sont réalisées tous les semestres et doivent respecter les valeurs limites d'émissions (VLE) suivantes :

| Paramètres | VLE (mg/Nm3) | Fréquence de surveillance (2) |
|------------|--------------|-------------------------------|
| Poussières | 2 mg/Nm3 | Annuelle |
| COVT (1) | 10 mg/Nm3 | Annuelle |

(1) : la surveillance peut être abandonnée si la substance n'est pas ou faiblement détectée lors d'analyses sur les rejets gazeux. La substance est jugée non pertinente.

(2) : La fréquence de surveillance peut être réduite s'il est démontré que les niveaux d'émissions sont suffisamment stables.

En cas de dépassement, l'exploitant devra remettre, dans un délai de 6 mois à compter de la réception des résultats des analyses précitées, une étude technico-économique portant sur les solutions de réduction de cette concentration.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU****ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

| Origine de la ressource | Prélèvement maximal annuel (m ³) |
|-------------------------|--|
| Réseau public | 2800 m ³ |

ARTICLE 4.1.2. SANS OBJET : CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRÉLÈVEMENT D'EAUX**ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT****Article 4.1.3.1. Réseau d'alimentation en eau potable**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des réseaux publics de collecte sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. Leur étanchéité est vérifiée avant la mise en service des installations.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes, à l'exception de celle desservant les capacités enterrées.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux publics de collecte ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Sans objet : Protection contre des risques spécifiques**Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux**

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

1. les eaux industrielles : eaux utilisées par le dispositif type brumisateur pendant les activités de broyage sur la plateforme bois (zone n°5) et sur la chaîne de tri (zone n° 2) approvisionnant le broyeur de CSR avant la mise en balle (en zone 3) ;
2. les eaux de lavage des véhicules ;
3. les eaux pluviales de la station de distribution des hydrocarbures ;
4. les autres eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux collectées sur les surfaces imperméabilisées (voiries, parkings, aires de stockage extérieures),
5. les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées : eaux de toitures ;
6. les eaux usées domestiques et eaux de nettoyage des sols (hors aire des fermentescibles).

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. CARACTÉRISTIQUE DES EFFLUENTS ET DES RÉSEAUX D'EAU

Les effluents identifiés à l'article 4.3.1 sont collectés et gérés de la manière suivantes :

| Type d'effluent | Origine | Destination | Usage / Rejet final |
|------------------------|--|---|--|
| Eaux usées domestiques | Sanitaires | Collectées et dirigées vers la micro station d'épuration interne de 60 EqH | La Seine |
| Eaux industrielles | Eaux de lavage des camions | Collectés et dirigées vers le bassin de stockage de 1475 m ³ via un séparateur à hydrocarbures | Rejet en Seine |
| Eaux industrielles | Eaux du dispositif de rabattement du broyeur | Dirigés vers un canal étanche de collecte au sud de la zone | Station d'épuration exploitée par un tiers |

| Type d'effluent | Origine | Destination | Usage / Rejet final |
|--|--|---|--|
| Eaux usées domestiques | Sanitaires | Collectées et dirigées vers la micro station d'épuration interne de 60 EqH | La Seine |
| | de bois | n°5 | |
| Eaux industrielles | Eaux des brumisateurs sur la chaîne de tri (zone n° 2) approvisionnant le broyeur de CSR | Collectées et dirigées vers un bassin de stockage de 1 475 m ³ | Rejet en Seine après passage dans un débourbeur/séparateur à hydrocarbures |
| Eaux pluviales susceptibles d'être polluées | Eaux ruisselant sur les zones imperméables de la plateforme de bois | Dirigés vers un canal étanche de collecte au sud de la zone n°5 | Station d'épuration exploitée par un tiers |
| Eaux pluviales susceptibles d'être polluées | Eaux ruisselant sur les surfaces imperméables (hors plateforme de bois) | Collectées et dirigées vers un bassin de stockage de 1475 m ³ | Rejet en Seine après passage dans un débourbeur/séparateur à hydrocarbures |
| Eaux pluviales susceptibles d'être polluées | Eaux de l'aire de distribution de carburant | Collectés et dirigées vers le bassin de stockage de 1475 m ³ via un séparateur à hydrocarbures | Rejet en Seine après passage dans un débourbeur/séparateur à hydrocarbures |
| Eaux pluviales non souillées | Eaux de toiture | Collectées et dirigées directement vers le milieu naturel | Rejet en Seine |

Article 4.3.3.1. Eaux résiduelles/ Industrielles

Les eaux issues du dispositif de rabattement des poussières lors des opérations de broyage du bois sur la plateforme de bois (zone n°5) sont collectées et dirigées gravitairement dans un canal puis par surverse vers la station d'épuration gérée par l'industriel Papetier voisin. Le canal est **nettoyé autant que nécessaire et au minimum 1 fois par an**.

Les vérifications (date, constat, mesure à prendre le cas échéant) sont consignées dans un registre de suivi tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux des brumisateurs sur la chaîne de tri (zone n°2) approvisionnant le broyeur de CSR sont collectées et dirigées vers un bassin de stockage et décantation d'un volume utile de 1 475 m³ qui est **vérifié, nettoyé et curé autant que nécessaire et au minimum 1 fois tous les 3 ans**. Les grilles et regards sont décolmatés toutes les 2 à 3 semaines. Ces eaux sont ensuite rejetées en Seine après passage dans un dispositif de traitement type débourbeur/déshuileur, **vérifié semestriellement, nettoyé et vidangé autant que nécessaire et au minimum 1 fois par an**, conformément à l'article 4.2.3 des présentes prescriptions

Article 4.3.3.2. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les réseaux d'eaux pluviales sont vérifiés, contrôlés et renouvelés si besoin.

Les eaux pluviales de ruissellement sur les voiries et aires de stockage de déchets du site (hors zone n°5 : plateforme de bois) susceptibles d'être polluées sont collectées et dirigées vers un bassin de stockage et décantation d'un volume utile de 1 475 m³ qui est **vérifié, nettoyé et curé autant que nécessaire et au minimum 1 fois tous les 3 ans**. Les grilles et regards sont décolmatés toutes les 2 à 3 semaines.

Ces eaux sont ensuite rejetées en Seine après passage dans un dispositif de traitement type débourbeur/séparateur à hydrocarbures, **vérifié semestriellement, nettoyé et vidangé autant que nécessaire et au minimum 1 fois par an**, conformément à l'article 4.2.3 des présentes prescriptions.

Les eaux pluviales de ruissellement sur la plateforme de bois (zone n°5) susceptibles d'être polluées sont collectées et dirigées gravitairement dans un canal (au sud de la zone) puis par surverse vers la station d'épuration gérée par un tiers. Le canal est **nettoyé autant que nécessaire et au minimum 1 fois par an**.

Les vérifications (date, constat, mesure à prendre le cas échéant) sont consignées dans un registre de suivi tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.3.3.3. Eaux issues du lavage des camions / aire de distribution de carburant

Les eaux de lavage des camions et de l'aire de distribution de carburant sont collectées et dirigées vers des séparateurs à hydrocarbures qui sont **vérifiés semestriellement, nettoyés et vidangés autant que nécessaire et au minimum une fois par an**, puis rejetées dans le bassin de stockage et décantation de 1475 m³ qui est **vérifié, nettoyé et curé autant que nécessaire et au minimum 1 fois tous les 3 ans**.

Les vérifications (date, constat, mesure à prendre le cas échéant) sont consignées dans un registre de suivi tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.3.3.4. Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques sont collectées et traitées par la micro station d'épuration du site dimensionnée pour 60 EqH avant rejet en Seine. L'exploitant est tenu de se faire délivrer une attestation de conformité d'assainissement non collectif par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) auquel il dépend.

ARTICLE 4.3.4. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.5. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés au moins annuellement et les résultats portés sur un registre. Ce registre est mis à la disposition de l'inspection des installations classées sur sa simple demande.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Des procédures de surveillance et de mesurage et des consignes associées sont rédigées. Elles concernent en particulier la surveillance et l'entretien du déboureur – déshuileur et l'intervention en cas de dysfonctionnement de la station d'épuration.

Le bassin de stockage et décantation des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est nettoyé et curé dès que nécessaire et au minimum tous les 3 ans.

ARTICLE 4.3.6. LOCALISATION DES POINTS DE REJET**Article 4.3.6.1. Repères externes**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

| Point de rejet n°1 | |
|--|--|
| Nature des effluents | Eaux pluviales de la plateforme Bois (zone n°5) susceptibles d'être polluées et eaux du dispositif de rabattement des poussières du broyeur de bois ponctuellement |
| Exutoire du rejet | Canal étanche de collecte au sud de la zone n°5 |
| Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective | Station d'épuration d'un tiers |
| Condition de raccordement | Bail de location de la plateforme |

| Point de rejet n° 2 | |
|--|---|
| Nature des effluents | Eaux pluviales des voiries et des aires de stockage de déchets (hors plateforme bois en zone n°5) susceptibles d'être polluées et les eaux des brumisateurs sur la chaîne de tri (zone n° 2) approvisionnant le broyeur de Combustible solide de SR |
| Exutoire du rejet | Milieu naturel |
| Traitement avant rejet | Bassin de stockage et décantation puis débourbeur/séparateur d'hydrocarbures |
| Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective | La Seine |

| Point de rejet n° 3 | |
|--|-----------------------------|
| Nature des effluents | Eaux pluviales non polluées |
| Exutoire du rejet | Milieu naturel |
| Traitement avant rejet | Aucun |
| Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective | La Seine |

| Point de rejet n° 4 | |
|--|--|
| Nature des effluents | Eaux usées domestiques |
| Débit | 1000 m ³ /an |
| Exutoire du rejet | milieu naturel |
| Traitement avant rejet | Micro station d'épuration interne : Décantation primaire et secondaire, activation biologique, clarification |
| Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective | La Seine |

Article 4.3.6.2. Repères internes

| Point de rejet interne à l'établissement n° 5 | |
|---|--|
| Nature des effluents | Eaux de lavage des camions |
| Exutoire du rejet | Bassin de stockage et décantation de 1475 m ³ |
| Traitement avant rejet | Séparateur d'hydrocarbures |

| Point de rejet interne à l'établissement : n° 6 | |
|---|---|
| Nature des effluents | Eaux pluviales de la station de distribution de carburant |
| Exutoire du rejet | Bassin de stockage et décantation de 1475 m ³ |
| Traitement avant rejet | Séparateur d'hydrocarbures |

ARTICLE 4.3.7. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.7.1. Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible / ne pas créer de perturbation dans le milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation .

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Article 4.3.7.2. Aménagement

4.3.7.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

4.3.7.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

ARTICLE 4.3.8. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Le rejet direct ou indirect de substances dont l'action ou les réactions sont susceptibles de détruire les poissons, nuire à leur nutrition ou à leur reproduction est interdit.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieur à 100 mgPt/l.

ARTICLE 4.3.9. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS UNE STATION D'ÉPURATION D'UN TIERS

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans la station d'épuration d'un tiers, les valeurs limites en concentrations et fréquences de surveillance ci-dessous définies en sortie du canal (plateforme bois de la zone n°5) mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1

| Paramètres | Concentration moyenne journalière maximale (mg/L) | Fréquence |
|------------|--|----------------------------|
| DCO | 900 mg/L (30-180 mg/l / (« 1-taux d'abattement »)) | Trimestrielle ou par rejet |
| MEST | 420 mg/L (5-60 mg/l / (« 1-taux d'abattement »)) | Trimestrielle ou par rejet |
| PFOA (1) | - | Semestrielle ou par rejet |
| PFOS(1) | - | Semestrielle ou par rejet |

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite.

ARTICLE 4.3.11. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL

Article 4.3.11.1. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies en sortie du bassin de rétention (au point de rejet (n° 4) contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2

| Paramètre | Concentration moyenne journalière | Concentration instantanée maximale |
|---------------|-----------------------------------|------------------------------------|
| DCO | 125 mg/l | 250 mg/l |
| DBO5 | 30 mg/l | 60 mg/l |
| MES | 35 mg/l | 70 mg/l |
| Hydrocarbures | 10 mg/l | 20 mg/l |

Article 4.3.11.2. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 3

| Paramètre | Concentration moyenne journalière | Concentration instantanée maximale |
|---------------|-----------------------------------|------------------------------------|
| DCO | 125 mg/l | 250 mg/l |
| DBO5 | 30 mg/l | 60 mg/l |
| MES | 35 mg/l | 70 mg/l |
| Hydrocarbures | 10 mg/l | 20 mg/l |

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est d'environ 68 557. Aucune eau ne peut quitter ces surfaces pour s'infiltrer dans le sous-sol.

ARTICLE 4.3.12. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur et respectent, avant rejet en Seine, les valeurs limites en concentration et flux des effluents ci-dessous définies, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 4

| Débit de référence | Maximal : 9 m ³ /j | | Moyen journalier : 4,5 m ³ /j | |
|--------------------|------------------------------------|-------------------------|--|-----------------------|
| Paramètre | Concentration maximale journalière | Flux maximal journalier | Concentration journalière moyenne | Flux journalier moyen |
| DCO | 300 mg/l | 2,15 kg/j | 150 mg/l | 500 g/j |
| DBO5 | 100 mg/l | 0,75 kg/j | 50 mg/l | 180 g/j |
| MES | 100 mg/l | 0,75 kg/j | 50 mg/l | 180 g/j |
| Nitrates | | | | 15,3 g/j |
| Nitrites | | | | 25,2 g/j |

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION**ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets non dangereux (bois, verre, papier, textile, plastiques,...) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les déchets d'emballage visés au titre IV, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement sont traités conformément aux dispositions prévues par ce titre et notamment par ses articles R.543-66 à R.543-72. Ils sont notamment valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques doivent être remis à des organismes agréés pour le traitement de tels déchets.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au titre IV, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et plus particulièrement conformément à ses articles R.543-3 à R.543-16. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément au titre IV, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et plus particulièrement conformément à ses articles R.543-127, R.543-128 et R.543-131 à R.543-135.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément au titre IV, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et plus particulièrement conformément à ses articles R.543-139 à R.543-15. Ils sont notamment remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNE DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ni de dangers ou inconvénients tels que définis à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement (proposition) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure du caractère adapté des moyens et procédés mis en œuvre. Il doit notamment obtenir et archiver pendant au moins trois ans tout document permettant d'en justifier. Il s'assure que les installations visées à l'article L511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

L'exploitant tient à jour un registre chronologique de production et d'expédition des déchets dangereux dont le contenu est fixé dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005 en application de l'article 2 du décret n° 2006-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs.

Un registre chronologique de l'origine, de l'expédition et du traitement des déchets non dangereux doit également être tenu à jour conformément à l'article 2 du décret susvisé.

L'exploitant est tenu de faire une déclaration annuelle à l'administration concernant sa production de déchets dangereux conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

Les récépissés de déclaration des entreprises de transport de déchets dangereux et les autorisations d'exploiter des sociétés éliminatrices de déchets sont annexés aux présents registres.

Ces registres sont conservés pendant 5 ans et tenus à la disposition du service chargé de l'inspection des Installations Classées.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

En application du principe de proximité, l'exploitant limite le transport des déchets en distance et en volume.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'article R.541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

CHAPITRE 5.2 TRAÇABILITÉ, REGISTRES

ARTICLE 5.2.1. PRINCIPE GÉNÉRAL

Conformément aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement, l'ensemble des déchets admis sur le site ou produits par les activités doit faire l'objet d'un enregistrement sur des registres d'entrées et de sorties dont les contenus sont indiqués dans les articles ci-après.

Ces registres sont conservés **au moins trois ans** et sont tenus à la disposition des installations classées. Ils peuvent être contenus dans un document papier ou informatique.

Une traçabilité doit être assurée entre les déchets entrants et sortants du site.

Conformément à l'article L . 541-7 l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées et déclare toutes les informations relatives à la quantité, la nature, l'origine des déchets.

ARTICLE 5.2.2. REGISTRES DES DÉCHETS ENTRANTS

L'exploitant établit et tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :

- la date de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement CE n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

ARTICLE 5.2.3. REGISTRES DES DÉCHETS SORTANTS

L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants (déchets produits et accueillis puis traités ou en transit sur le site).

Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- la représentation cartographique de la destination finale (pour le cas des déchets traités sur le site) ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro des documents prévus par le règlement CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.2.4. BONS DE SUIVI DE DÉCHETS

Chaque lot de déchets dangereux accepté sur site est accompagné d'un bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement ; ce bordereau, émis par le producteur / détenteur du déchet, est complété. Des copies de ce bordereau sont transmises à l'installation émettrice une fois le déchet réceptionné sur site et traité ou sortant du site dans un délai maximal de un mois à compter de la date de réception puis de la date de traitement lorsque le traitement est supérieur à un mois.

CHAPITRE 5.3 DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont :

| Codes déchets | Nature des déchets | Quantité annuelle produite estimée | Filières de valorisation / élimination | |
|---------------|---|------------------------------------|---|---|
| | | | Externe | Interne |
| 19 12 01 | Papier et carton | 30 194 t | | Article 8.1.7.3. |
| 19 12 04 | Matières plastiques | 1 870 t | CSDND ¹ par le PRPGD Normandie ² si séparation impossible | Unité d'affinage des papiers et cartons et plastiques |
| 19 12 02 | Métaux | 5 779 t | Recyclage, évacuation installation autorisée | |
| 13 05 02* | Boues provenant des séparateurs eau / hydrocarbures | 40 t | Centre de traitement autorisé | |
| 13 05 07* | Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateur eau/hydrocarbures | 2 t | Centre de traitement autorisé | |
| 13 05 08* | Mélange de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures | 5 t | Centre de traitement autorisé | |
| 19 12 07 | Bois | 47 579 t | Centre de traitement autorisé | |
| 19 12 10 | Déchets combustibles | 23 190 t | Centre de traitement autorisé | |
| 19 12 12 | Autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets | 8 000 t | Centre de traitement autorisé | |

TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du titre VII, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et des textes pris pour son application).

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Au-delà d'une distance de 200 mètres des limites de propriétés, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6dB(A) | 4dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) | PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) |
|--|---|
| 70 dB(A) | 60 dB(A) |

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

ARTICLE 6.2.3. LOCALISATION DES POINTS DE MESURE

Les zones à émergence réglementée (ZER) sont représentées par les zones d'habitations situées à l'Ouest et à l'Est du site comme indiquées sur la carte ci-après :



- Site IPODEC NORMANDIE
- Zone Industrielle
- Zone d'habitations

Les points de mesures des niveaux sonores, lors des contrôles des niveaux sonores sont choisis de manière à être représentatifs des niveaux de bruit résiduel de la zone d'implantation ainsi que des activités du site. En particulier, les points seront à minima les suivants :

- Point 1 : Limite de propriété Sud du site, dans l'axe de l'allée entre les Zones 2 et 4 ;
- Point 2 : Limite de propriété Est du site, en face de la Zone 4 ;
- Point 3 : Limite de propriété ouest du site, en face de la rampe de déchargement de la Zone 1, légèrement à l'intérieur du site ;
- Point 4 : Limite de propriété Est du site, à la sortie de la Zone 5.

Ces points sont représentés sur la carte ci-après :



CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 CARACTÉRISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Un plan général des stockages y est annexé. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour et tenu à la disposition des services d'incendie et de secours afin de faciliter leur intervention.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.3.1. ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès piétons, camions et engins sont notamment délimitées, matérialisées maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur une hauteur de 2 m sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

Article 7.3.1.1. Gardiennage et contrôle des accès

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. Le site est équipé d'un système automatique de contrôle d'accès.

Tous les accès sont fermés à clef en dehors des heures d'ouverture.

Le site est sous vidéosurveillance et sous télésurveillance permanente.

Article 7.3.1.2. Caractéristiques minimales des voies d'accès aux engins de secours

L'accès des engins de secours est assuré par l'aménagement, à partir de la voie publique, d'une voie carrossable longeant à moins de 8 m des bâtiments et répondant aux caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la chaussée : 3 m
- hauteur disponible : 3,50 m
- pente maximale : 15% dans les sections d'accès des engins pompes et des échelles aériennes, 10% dans les sections de mise en station des échelles aériennes
- rayon de braquage intérieur : 11 m
- surlargeur $S=15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 m,
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum),
- résistance au poinçonnement : 80 N/cm² sur une surface minimale de 0,2 m²

ARTICLE 7.3.2. BÂTIMENTS ET LOCAUX

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation et les dégagements (sorties, sorties de secours, circulations horizontales et verticales...) sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre. Les cheminements d'évacuation du personnel sont matérialisés.

Des issues sont ménagées de telle sorte qu'il n'existe par de cul-de-sac de plus de 10 m et que la distance à parcourir pour gagner un escalier ne soit pas supérieure à 40 m, le débouché de celui-ci devant s'effectuer à moins de 20 m d'une sortie de secours

Un éclairage de sécurité est mis en place conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 février 2003 et de la circulaire DRT n° 2003-07 du 2 avril 2003,

Les sols des aires et locaux de stockage sont incombustibles (classe A1).

Les locaux électriques sont séparés des autres locaux par des parois de propriété REI120.

Les locaux à risques particuliers d'incendie sont isolés par des parois verticales de planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure, avec blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure munis de ferme-portes.

Les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes sont éloignés des produits stockés afin d'éviter leur échauffement.

Des méthodes indirectes et sûres telles que le chauffage à eau chaude, à la vapeur ou à air chaud dont la source se situera en dehors des aires de transformation doivent être utilisées. L'utilisation de convecteurs électriques, de poêles, de réchauds ou d'appareils de chauffage à flamme nues est à proscrire. Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles. Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des aires de transformation.

Article 7.3.2.1. Bâtiment de valorisation – affinage et de stockage des matières premières secondaires

Les locaux de stockage de matières premières secondaires et de valorisation - affinage présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les parois extérieures sont construites en matériaux A2 s1 d0 (respectivement M0 lorsque les matériaux n'ont pas encore été classés au regard des euroclasses) et pare-flamme de degré 1/2 heure ;
- planchers hauts REI 120 (respectivement coupe-feu de degré 2 heures) ;
- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré 1 heure,
- en ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A2 si d0 (respectivement M0) et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux A2 si d0 (respectivement M0). L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) satisfait la classe et l'indice Broof (t3) ;
- portes intérieures EI 120 (respectivement coupe-feu de degré 2 heures) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Les locaux de stockage de matières premières secondaires et de valorisation - affinage sont séparés par une paroi de propriété REI120 qui doit monter jusque sous la couverture.

Le bâtiment de stockage de matières premières secondaires est équipé d'ouvertures maintenues constamment ouverte, constituant exutoires de fumées. Le bâtiment est recoupé en cantons de désenfumage de surface inférieure à 1600 m² et de longueur inférieure à 60 m. La surface utile de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le bâtiment de valorisation est ouvert sur 2 m de haut sur sa façade en regard de l'unité de tri des déchets non dangereux. Des exutoires sont également placés en couverture. La surface utile de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Article 7.3.2.2. Bâtiment des déchets non dangereux

Les bâtiments doivent présenter les caractéristiques minimales suivantes :

- de réaction au feu : matériaux de classe A 1 selon la norme NF EN 13 501-1 (incombustible) ;
- résistance au feu : murs et planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), portes pare-flamme de degré 1/2 heure et leurs dispositifs de fermeture automatique EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- toitures et couvertures de toiture répondant à la classe Broof (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieur à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1) ;
- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré 1 heure.

Le bâtiment est ouvert sur 2 m de haut sur toute sa longueur afin de constituer des exutoires de fumée. Il est recoupé en cantons de désenfumage d'une surface maximale de 1500 m². La surface utile de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.

La mise à la terre – en particulier des cuves de stockage – est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 7.3.3.1. Zones à atmosphère explosible

Dans les zones visées à l'Article 7.2.2. et recensées « atmosphères explosives », les installations électriques doivent être conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants parasites.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

ARTICLE 7.3.4. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application des textes réglementaires et normes en vigueur.

Conformément à l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008, une analyse du risque foudre devra être réalisée pour le 1er janvier 2010 et la mise en place des éventuelles protections complémentaires devra être effective le 1er janvier 2012.

Durant la période transitoire, les équipements mis en place en application de la norme NF C 17100 font l'objet d'une surveillance conformément à cette même norme.

ARTICLE 7.3.5. SANS OBJET : SÉISMES

ARTICLE 7.3.6. AUTRES RISQUES NATURELS : INONDATION

Les installations sont protégées contre les conséquences d'une inondation. En outre, elles sont construites de manière à préserver l'expansion des crues. Elles respectent les prescriptions du plan de prévention des risques d'inondation Vallée de Seine – boucle de Rouen. En particulier, les bâtiments sont surélevés de 30 cm au-dessus du niveau de la crue de référence.

CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

En particulier, une description des données techniques (modalités de contrôles...) des aires de stockage à risque environnemental, et notamment de la plate-forme déchets industriels dangereux, est établie.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- le maintien dans l'atelier de fabrication de matières dangereuses ou combustibles des seules quantités nécessaires au fonctionnement de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- la fréquence de contrôles de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention.

ARTICLE 7.4.2. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique. Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

ARTICLE 7.4.3. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

L'exploitant met en place un plan de formation et de sensibilisation du personnel, comportant notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité.

ARTICLE 7.4.4. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Permis d'intervention » ou « permis de feu »

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

La consigne définit les fonctions de préparation, d'exécution des travaux ainsi que celles de remise en service des installations.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Le nombre de permis de feu ou de travail délivrés est compatible avec le respect de la sécurité tant au niveau général qu'au niveau des règles minimales de surveillance.

ARTICLE 7.4.5. SUBSTANCES RADIOACTIVES***Article 7.4.5.1. Equipement fixe de détection de matières radioactives***

L'établissement est équipé d'un détecteur fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant, qu'il s'agisse de déchets ménagers et assimilés, de déchets dangereux, ou de terres polluées.

Le seuil de détection de ce dispositif est fixé à 3 fois le bruit de fond local. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage du seuil de détection est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.

A l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle de non-radioactivité.

Article 7.4.5.2. Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs

En cas de détection confirmée de la présence de matières émettant des rayonnements ionisants dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries. Le véhicule ne peut être renvoyé du site tant que les matières à l'origine des rayonnements ionisants n'ont pas été caractérisées.

L'exploitant dispose des moyens nécessaires à la mesure du débit de dose issu du chargement. Il met en place, autour du véhicule, un périmètre de sécurité correspondant à un débit de dose de 1 µSv/h.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur.

L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

CHAPITRE 7.5 SURVEILLANCE ET DÉTECTION DES ZONES POUVANT ÊTRE A L'ORIGINE DE RISQUES

Article 7.5.1. Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Dans tous les bâtiments, un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

CHAPITRE 7.6 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.6.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Article 7.6.1.1. Consignes en cas de pollution

L'exploitant doit établir une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution ou déversement accidentel. Cette consigne prévoit notamment :

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- la mise en œuvre du système d'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur prescrit à l'Article 4.2.4.2.

L'exploitant dispose d'une vanne de barrage isolant le site en cas d'épandage accidentel.

Le personnel est sensibilisé au risque de déversement et le personnel concerné est formé à la manipulation des équipements de confinement in situ d'éventuels déversements.

ARTICLE 7.6.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 7.6.3. ATELIERS

Le sol du bâtiment de stockage des déchets dangereux doit être étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (eaux de lavage ...) puissent être drainés vers une capacité de rétention appropriée aux risques.

ARTICLE 7.6.4. RÉTENTIONS

Tout stockage fixe ou mobile (cuve, container, citerne routière...) contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
 - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
- Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention sont contrôlées visuellement au moins une fois par trimestre. Ces contrôles sont portés sur un registre.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

ARTICLE 7.6.5. RÉSERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs sont équipés de dispositifs de détection de fuite en continu assistés par un appareillage électronique, déclenchant une alarme en cas de fuite.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les cuves doivent avoir une affectation précise et être clairement identifiées.

ARTICLE 7.6.6. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs à double paroi ou installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté et de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 modifié par l'arrêté ministériel du 11 mai 2015.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.6.7. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.6.8. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement et les zones de stationnement sont étanches, incombustibles et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Des consignes sont rédigées pour les opérations de dépotage et de distribution de fioul. Ces opérations sont confiées exclusivement à du personnel averti des risques en cause et formé aux mesures de prévention à mettre en œuvre et aux méthodes d'intervention à utiliser en cas de sinistre.

ARTICLE 7.6.9. CANALISATIONS - TRANSPORT DES PRODUITS

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

Le flexible de la cuve de stockage des jus des déchets fermentescibles est contrôlé visuellement au minimum annuellement.

Le flexible de l'installation de distribution de carburant est contrôlé visuellement au minimum annuellement et est changé au minimum tous les 6 ans.

ARTICLE 7.6.10. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les produits récupérés en cas de déversement ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté. L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

CHAPITRE 7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**ARTICLE 7.7.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS**

L'établissement met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de danger.

ARTICLE 7.7.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils doivent être vérifiés au moins une fois par an.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Les vérifications concernant les moyens de lutte contre l'incendie et les dispositifs de sécurité doivent fait l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
 - personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification : périodique ou suite à un accident, et, dans ce cas, nature et cause de l'accident.

ARTICLE 7.7.3. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Des masques sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre.

ARTICLE 7.7.4. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'établissement dispose des moyens notamment en débit d'eau d'incendie et en protection incendie pour lutter efficacement contre l'incendie.

Ces moyens sont suffisamment denses et répondent aux risques à couvrir. Les matériels d'incendie et les pelles, seaux, réserve de matériaux (sable) doivent être disponibles sur le site à tout moment.

L'exploitant dispose a minima des moyens internes :

- d'une réserve d'eau constituée de deux cuves raccordées en série respectivement de 668 m³ et 421 m³ de volume utile servant à alimenter un réseau fixe d'eau incendie, maillé, protégé contre le gel et périodiquement contrôlé : les systèmes sprinklers, rideau d'eau et RIA ;
- une pomperie incendie de 545 m³/h capable d'alimenter les équipements ci-dessus ;
- de 2 poteaux incendie raccordés au réseau d'alimentation en eau potable assurant chacun un débit simultané de 60 m³/h ;
- système de déluge asservit à des détecteurs triple IR au niveau du stockage des déchets sur la zone n°1 du CTHP, du sprinklage sur l'intégralité du bâtiment ;
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- de robinets d'incendie armés protégés contre le gel situés à proximité des issues dans les bâtiments DIB, valorisation, stockage et déchets dangereux, implantés de telles manière que tout point desdits bâtiments puissent être atteints par 2 jets de lance en directions opposées ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie au niveau des ouvertures ménagées pour le passage des balles entre les presses et le bâtiment de valorisation - affinage ;
- d'un système de détection automatique d'incendie fumées et chaleur sur l'ensemble des bâtiments du site avec report sur une centrale incendie dans le bâtiment administratif.

L'exploitant dispose également de moyens externes :

- un réseau d'hydrants (2 poteaux incendie ou 4 bouches incendie) mutualisé avec les installations de l'exploitation voisine et situé à moins de 100 m de la plateforme de bois (zone 5) qui fait l'objet d'une convention définissant le mode opératoire à mettre en œuvre en cas de manque de pression ou débit pour disposer d'au moins 270 m³/h pendant 2 heures sous une pression dynamique d'un bar ;
- d'une cellule dévidoir grande puissance du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime au niveau de l'appontement Seine aménagée (signalisation au sol et verticale, création d'un portillon au niveau de l'appontement, remise en service du treuil mécanique pour descendre et remonter le module pompe flottante d'une centaine de kilogrammes...) afin de faciliter la mise en œuvre par les sapeurs-pompiers.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

ARTICLE 7.7.5. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, obturation des écoulements d'égouts notamment) : l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture et la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité des installations et à leur arrêt d'urgence ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

ARTICLE 7.7.6. CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs, notamment pour le risque incendie sur la plateforme bois qui implique des manœuvres à réaliser par du personnel extérieur aux installations.

Elles précisent notamment :

- les personnes désignées pour diriger l'évacuation des occupants.
- la liste et l'emplacement des moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie et le personnel chargé de sa mise en œuvre,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

Article 7.7.6.1. Système d'alerte interne

L'établissement est doté d'un système d'alarme sonore fixe, conforme aux normes en vigueur et distinct des autres signaux sonores utilisés dans l'établissement, audible de tout point du site pendant le temps nécessaire à l'évacuation. Le fonctionnement du dispositif d'alarme d'évacuation est assuré au moyen de commandes judicieusement réparties. Le choix du matériel d'alarme est laissé à l'initiative du chef d'établissement.

L'établissement doit être équipé d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Article 7.7.6.2. Plan d'intervention

Un plan d'intervention des moyens extérieurs et intérieurs est réalisé et des contacts réguliers avec ces moyens extérieurs ainsi que des liaisons rapides avec des moyens de secours sont établis et entretenus.

ARTICLE 7.7.7. SANS OBJET : PROTECTION DES POPULATIONS**ARTICLE 7.7.8. PROTECTION DES MILIEUX RÉCÉPTEURS****Article 7.7.8.1. Bassin de confinement et bassin d'orage**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés.

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage... est collecté dans un bassin de confinement.

Les bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site et ne peut pas être inférieure à 2700 m³.

Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 TRANSIT, PRÉ-TRAITEMENT ET REGROUPEMENT DE DÉCHETS**ARTICLE 8.1.1. INFORMATION PRÉALABLE**

Avant d'admettre un déchet dans son installation, l'exploitant doit avoir obtenu une information préalable du producteur – ou, à défaut, du détenteur – et des intermédiaires éventuels. Cette information préalable précise :

- la provenance, et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur, l'activité ou l'unité ayant généré le déchet,
- la désignation usuelle du déchet et son code de nomenclature,
- les quantités à recevoir,
- la conformité par rapport au cahier des charges mentionné à l'Article 1.2.3.2.
- toute information pertinente pour caractériser le déchet en question par rapport aux possibilités techniques des installations.

L'exploitant peut, le cas échéant, solliciter l'envoi d'un ou plusieurs échantillons représentatifs du déchet et réaliser ou faire réaliser, à la charge du producteur ou du détenteur, selon des termes définis avec lui, toute analyse pertinente pour caractériser le déchet.

L'exploitant peut, au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur le déchet dont l'admission est sollicitée et refuser, s'il le souhaite, d'accueillir le déchet en question.

Les méthodes d'analyses utilisées doivent être conformes aux bonnes pratiques en la matière et aux normes en vigueur.

ARTICLE 8.1.2. ACCORD PRÉALABLE OU CERTIFICAT D'ACCEPTATION PRÉALABLE

L'exploitant se prononce au vu des informations communiquées par le producteur ou le détenteur et, le cas échéant, d'analyses pertinentes réalisées par lui-même ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à prendre en charge, le cas échéant après pré-traitement, le déchet en question dans les conditions fixées par le présent arrêté. Il délivre à cet effet soit un accord préalable (certificat d'acceptation préalable dans le cas de l'amiante), soit un avis de refus de prise en charge.

La pré-acceptation des déchets fait l'objet d'une procédure écrite.

L'acceptation des déchets s'appuie sur des critères d'acceptabilité conformes aux dispositions du présent arrêté et définis dans une procédure écrite. En cas de non-conformité avec ces critères, les déchets sont refusés.

L'accord préalable (ou certificat d'acceptation préalable) consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet le cas échéant.

Le certificat d'acceptation préalable mentionne en outre la filière que suivra le déchet sur le site.

Un déchet ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un accord préalable (certificat d'acceptation préalable). Celui-ci a une validité maximale d'un an et doit être conservée au moins un an de plus par l'exploitant. L'ensemble des accords ou acceptations préalables adressés pour les déchets admis sur le site fait l'objet d'un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui sont adressées et précise dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.

ARTICLE 8.1.3. CONTRÔLE D'ADMISSION

L'acceptation des déchets fait l'objet d'une procédure écrite.

Avant tout déchargement, l'exploitant vérifie la disponibilité de capacités de stockage et, le cas échéant, de traitement suffisantes et adaptées. En cas d'indisponibilité, le chargement doit être refusé.

A l'arrivée sur le site, et avant déchargement, toute livraison de déchet fait l'objet :

- d'une vérification de l'existence d'un accord préalable (ou certificat d'acceptation préalable pour l'amiante) et de la conformité des déchets à cet accord (ou certificat) ;
- le cas échéant, de la présence d'un bordereau de suivi établi en application des dispositions de l'article R. 541-45 du code de l'environnement (obligatoire pour l'amiante) ;
- d'une pesée du chargement ;
- d'un contrôle visuel ;
- du contrôle de l'absence de radioactivité.
- En cas de non conformité avec le certificat d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé. Dans ce cas, l'inspection des installations classées est prévenue sans délai.

Des procédures de refus sont rédigées. Celles-ci indiquent la conduite à tenir en cas de réception d'un chargement ne pouvant pas être accueilli sur le site. Elles comprennent notamment une procédure d'alerte et de refus de chargement en cas de détection de produits radioactifs, de déchets susceptibles de produire de l'amiante volatile ou de déchets contenant de l'amiante réceptionnés non conditionnés en double big-bag ou trouvés en mélange avec d'autres produits. Elle prévoit notamment la reprise des déchets dans leur conditionnement initial, leur réexpédition vers leur producteur et l'information écrite de l'inspection des installations classées.

Une procédure à suivre en cas de détection de radioactivité est rédigée définissant la conduite à tenir, les personnes à informer (au minimum l'inspection des installations classées) et les mesures immédiates prises en cas de nécessité pour isoler le chargement en cause.

ARTICLE 8.1.4. REGISTRE D'ADMISSION ET DE REFUS D'ADMISSION

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission où il consigne pour chaque véhicule apportant des déchets :

- La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II du décret du 18 avril 2002 susvisé ;
- La date et l'heure de réception des déchets ;
- Le tonnage des déchets ;
- Le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets (obligatoire pour l'amiante) ;
- Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial et, le cas échéant, son numéro SIRET ou, si le déchet a fait l'objet d'un traitement ou d'une transformation ne permettant plus d'identifier sa provenance, le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'exploitant de l'installation ayant effectué cette transformation ou ce traitement ;
- Le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET ;
- Le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément aux articles R.541-50 et suivants du code de l'environnement
- Le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- La désignation du ou des modes de traitement ou de la ou des transformations et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ;
- Le résultat des contrôles d'admission définis plus haut ;
- Le mode et le lieu de stockage ;
- La date du reconditionnement, de la transformation ou du traitement des déchets ;
- Le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;
- Le cas échéant, la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;
- Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément aux articles R.541-50 et suivants du code de l'environnement.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus.

Les registres d'admission et de refus d'admission peuvent être confondus dans la mesure où les refus y apparaissent clairement.

Ils sont conservés pendant cinq ans.

ARTICLE 8.1.5. TRANSIT

Article 8.1.5.1. Amiante

Une zone de transit spécifique et adaptée aux déchets d'amiante lié est aménagée. Une signalétique spécifique et appropriée est mise en place.

Les déchets contenant de l'amiante lié arrivant sur le site sont déjà conditionnés dans des emballages appropriés et fermés pour empêcher tout envol (doubles big-bags). Les big bags d'amiante sont isolés dans des bennes de collecte avant leur évacuation, aucun dépôt au sol n'est réalisé.

ARTICLE 8.1.6. REGROUPEMENT

Article 8.1.6.1. Métaux

Les métaux sont regroupés par catégorie (inox, aluminium, non ferreux, cuivre, platine, ferraille) dans 3 bennes avant leur évacuation en valorisation.

Article 8.1.6.2. Gravats, béton, terres et autres inertes

Les matériaux sont regroupés par catégories (gravats, béton, terres, inertes en transit, refus de tri) dans 2 bennes avant leur évacuation.

ARTICLE 8.1.7. TRAITEMENT

La figure 2 représente les différentes zones du site faisant l'objet d'un traitement (broyage, tri mécanique, mise en balle).



Figure 2 : plan de localisation des zones du site

Article 8.1.7.1. Déchets industriels non dangereux en mélange (zone n°1 à 3)

Toutes les opérations effectuées sur les déchets industriels non dangereux en mélange sont réalisées à l'intérieur d'un bâtiment fermé (portes closes), et ce y compris leur déchargement.

Les déchets industriels non dangereux se composent principalement de déchets d'éléments d'ameublement (DEA) encombrants issus des collectes des Eco-organisme qui font l'objet d'un premier tri au moment du déchargement (retrait des matelas valorisables) puis sont broyés et envoyés sur la chaîne de tri automatique.

Les déchets issus de ces opérations de tri sont des métaux (« ferraille chiffon »), du bois, des combustibles solides de récupération (CSR), des refus de tri sont stockés séparément dans des alvéoles par des murs.

Afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, le broyeur pour combustibles solides de récupération (CSR) est séparé des installations de stockage de matières combustibles (à l'exception des en-cours de fabrication dont la quantité sera limitée aux nécessités de l'exploitation) et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts,
- soit par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Les CSR sont stockés dans la zone n°3 en vrac dans une alvéole ou conditionnés en balle plastique avant d'être évacués principalement vers des filières de valorisation (incinération).

Article 8.1.7.2. Plateforme Bois (zone n°5)

Le stockage de bois est suffisamment distant des autres unités du site pour éviter toute propagation d'incendie. Par temps sec, la dispersion des poussières est maîtrisée par arrosage du bois.

Les installations de broyage (broyeur, encours, équipements de manutention associés) doivent être implantées à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété. Elles sont équipées de systèmes de filtration et de rabattement des poussières par brumisateurs.

Les déchets de bois de classe A, B et déchets d'éléments d'ameublement (DEA) brut et broyé sont stockés séparément par îlot distant chacun d'au moins 10 mètres pour éviter toute propagation d'un incendie, aux dimensions (Largeur x longueur x hauteur en m) suivantes :

- 1 îlot bois A brut de 30 x 20 x 4,5 m
- 1 îlot bois A broyé de 16 x 7,8 x 4 m
- 1 îlot bois B brut de 38,4 x 30 x 4,5 m
- 2 îlots bois B broyé de 25 x 17,2 x 4 m
- 1 îlot DEA brut de 38,4 x 30 x 4,5 m
- 1 îlot DEA brut de 34,4 x 20 x 4,5 m
- 1 îlot DEA broyé de 30 x 27 x 4,5 m

Les îlots de bois de classe A brut, B brut et DEA brut sont encadrés sur la totalité des 3 côtés par des blocs béton de 80 cm d'épaisseur et de 4 mètres de hauteur (cf figure 3). Un mur de bloc béton (ép.: 0,8 m x H = 4 m x l = 10 m) est également implanté à 10 mètres de la limite de propriété Ouest, coté îlot de bois b Broyé de façon à éviter tout débordement et ainsi de garantir aucun flux thermique atteint hors du site et aucun impact sur le poteau électrique situé à l'ouest de la plateforme de bois.

Un espace est préservé entre les îlots et les limites de propriétés, d'au moins 10 m au Nord et à l'Ouest et d'au moins 5 m au Sud et à l'Est de la plateforme (cf figure 3).

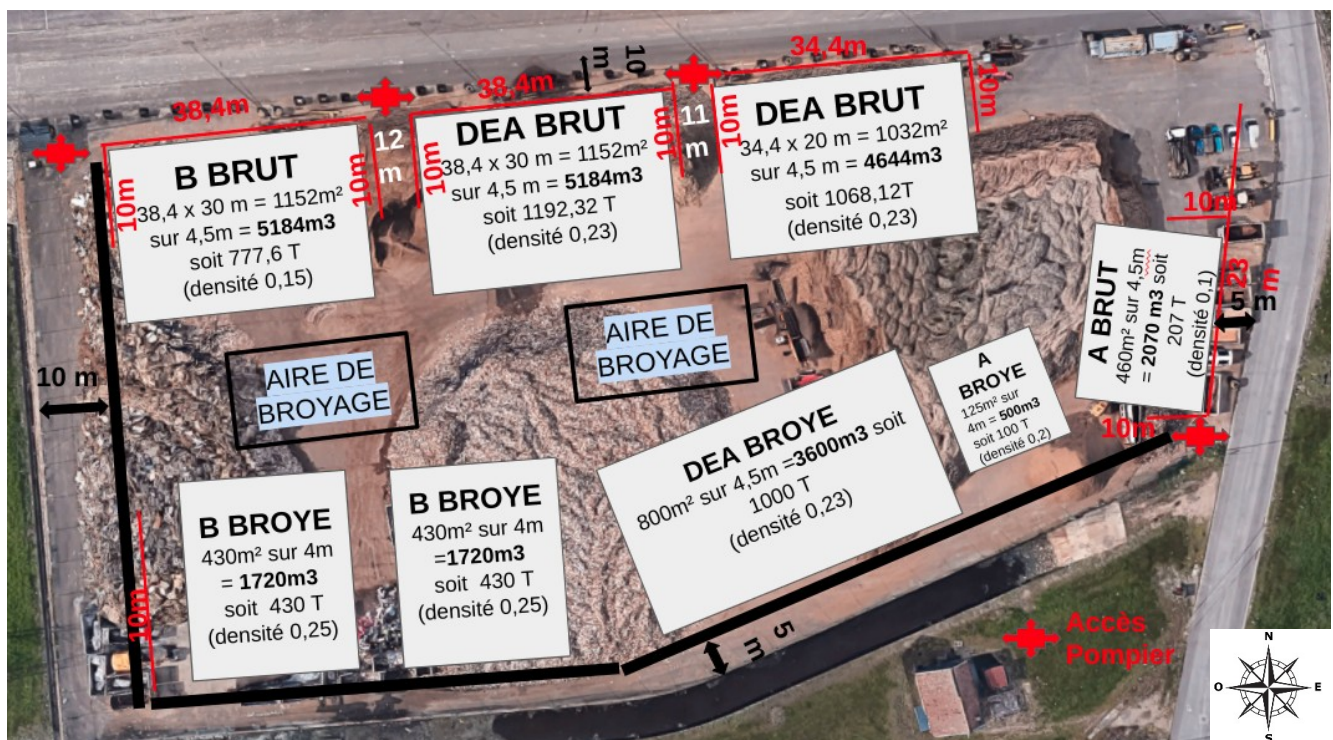


Figure 3 : Plan d'organisation des îlots de stockage sur la plateforme bois (Zone n°5)

Article 8.1.7.3. Papiers, cartons films plastiques

Toutes les opérations effectuées sur papiers, cartons, films plastiques sont réalisées exclusivement sous le auvent (zone n°4).

8.1.7.3.1 Stockage dans les zones 4 et 10

Les papiers, cartons, films plastiques sont stockés sous auvent dans la zone 4 et à l'aire libre dans la zone 10 encadré par des murs bétons de 80 cm d'épaisseur et de 5 m de hauteur.

La hauteur de stockages ne doit pas excéder 5 mètres pour le carton en vrac, 3 mètres pour le papier en vrac et 3,30 mètres pour les balles de carton et de CSR.

D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme sous l'auvent.

8.1.7.3.2 Stockage dans les zones 8 et 9

Les déchets d'éléments d'aménagement (DEA), les déchets de plastiques en vrac et les balles de plastiques et carton sont stockés séparément par îlot distant chacun d'une longueur suffisante pour éviter toute propagation d'un incendie, aux dimensions (Largeur x longueur x hauteur en m) suivantes :

- 1 îlot de DEA en vrac de 21,5 x 19,5 x 6 m ;
- 1 îlot de déchets de plastique en vrac de 12,5 x 12,5 x 2m ;
- 1 îlot de balles de plastiques de 14 x 7 x 3,3 m
- 1 îlot de balles de carton de 22 x 20 x 3,3 m

Les balles de plastiques et de carton sont stockés en extérieur sur une hauteur maximale de 3,30 mètres dans la zone n°9 et distantes d'au moins 10 mètres du stock de DEA en vrac afin d'éviter toute propagation en cas d'incendie d'un des îlots.

Les stockages sont distants d'au minimum 15 m des limites de propriété.

De plus, les distances à respecter d'éloignement par rapport aux limites de propriétés et entre les zones de stockage sont les suivantes :

- zone 8 : 12 m ;
- zone 9 : 12 m au nord et 15 m à l'est.
- entre la zone 8 et la zone 4 : 8 mètres ;
- entre la zone 8 et la zone 9 : 9 mètres.

ARTICLE 8.1.8. ÉVACUATION

Les déchets ne pouvant pas être éliminés ou recyclés sur le site sont évacués conformément aux dispositions du titre 5 dans les filières d'élimination suivantes :

| Type de traitement | Quantité annuelle | Déchets concernés |
|--|-------------------|--|
| Réemploi (panneaux de particules) | 30 000 t | Déchets de bois broyés (classe A et B) |
| Valorisation matière | 19300 t | Papiers, cartons triés en balles |
| Valorisation matière | 10 000 t | Plastiques triés en balle |
| Valorisation matière | 12 500 t | Métaux triés |
| Valorisation matière | 5 475 t | Gravats, béton, terres, inertes triés |
| Valorisation énergétique biomasse | 24 000 t | Déchets de bois broyés |
| Valorisation énergétique biomasse | 145 000 t | Combustible de substitution recyclé ou combustibles solides reconstitués (CSR) |
| Centre d'enfouissement technique de classe 2 | 1 600 t | Refus de tri de la plate-forme bois |
| | 77 500 t | Refus de tri |
| Centre de stockage de classe 1 | 2 000 t | Amiante |

Chaque sortie fait l'objet d'une pesée et des enregistrements suivants :

- La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II du décret du 18 avril 2002 susvisé ;
- La date et l'heure d'enlèvement ;
- Le tonnage des déchets ;
- Le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ;
- Le cas échéant, la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ;
- Le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;
- Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;
- Le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 susvisé ;
- La date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;
- Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 susvisé.

Ce registre de sortie est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et conservé pendant 5 ans.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE**ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES**

Les mesures sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Article 9.2.1.1. Auto surveillance des rejets atmosphériques**9.2.1.1.1 Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses**

Une mesure du débit et de la concentration de poussières rejetées par les installations de broyage et séparation granulométrique doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, tous les ans. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement, quand un tel organisme existe. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NF X 44-052 doivent être respectées. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

ARTICLE 9.2.2. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

Les mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 4.3.11 doit être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

La quantité d'eau rejetée doit être mesurée hebdomadairement ou, à défaut, évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique.

ARTICLE 9.2.4. SURVEILLANCE DES EFFETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES**Article 9.2.4.1. Effets sur l'environnement :**

La surveillance des effets sur l'environnement est réalisée comme suit :

| Paramètres | Auto surveillance assurée par l'exploitant | |
|--|--|--------------------------|
| | Type de suivi | Périodicité de la mesure |
| Surveillance des eaux souterraines : La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 4 piézomètres d'une dizaine de mètres de profondeur, cimentés en surface à l'extrados, situés comme indiqué à l'annexe 1. Une dalle de béton doit éliminer la possibilité d'infiltrations le long du tubage. | | |
| métaux lourds | Mesure | Trimestrielle* |
| hydrocarbures totaux | Mesure | Trimestrielle* |
| HAP | Mesure | Trimestrielle* |
| PCB | Mesure | Trimestrielle* |
| Ph | Mesure | Trimestrielle* |
| Conductivité | Mesure | Trimestrielle* |
| COT | Mesure | Trimestrielle* |

* La fréquence pourra, à la demande de l'exploitant justifiant d'aucune anomalie constatée et après avis de l'inspection des installations classées, être semestrielle.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon fréquence minimale annuelle.

ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS

Conformément aux dispositions des articles R 541-42 à R 541-45 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un ou plusieurs registres chronologiques de la production et/ou de l'expédition des déchets dangereux, terres excavées et sédiments établi conformément aux dispositions nationales établies par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;
- le nom et l'adresse de l'établissement receveur et/ou expéditeur ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1-II-2° du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

Les données constitutives du registre relatives aux déchets dangereux, terres excavées et sédiments sont transmises par voie électronique au ministre chargé de l'environnement. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement (outils Trackdéchets et/ou RNDTS). Pour les déchets dangereux, elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Article 9.2.5.1. Déclaration

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et de tous les déchets produits, traités, reçus et expédiés

ARTICLE 9.2.6. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**Article 9.2.6.1. Mesures périodiques**

Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle est effectué par référence aux plans insérés à l'article 6.2.3 des présentes prescriptions, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

L'exploitant a ouvert un registre dans lequel il reporte les éléments suivants :

- carte localisant les zones d'urgences réglementées,
- définition des points de mesures dans les zones précédentes,
- fréquence des mesures de bruit à effectuer.

La mesure des émissions sonores doit être réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS**ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R512-8 II 1° du code de l'environnement soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit à la suite de chaque mesure et analyse imposée au chapitre 9.2 un rapport de synthèse traitant au minimum de l'interprétation des résultats (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto-surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Il est adressé à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois à réception des résultats.

ARTICLE 9.3.3. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.6 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES

ARTICLE 9.4.1. DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES ET DES DÉCHETS

L'exploitant déclare chaque année au ministre chargé de l'environnement les données listées par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

La déclaration des données d'émission d'une année est effectuée avant le **1^{er} avril** de l'année suivante. Cette déclaration est informatisée et se fait via le site Internet GEREPE.

ARTICLE 9.4.2. BILAN ANNUEL D'ACTIVITÉ

Avant le 31 mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport annuel d'activité portant sur l'année précédente et sur l'ensemble du site comportant une synthèse des informations relatives à l'admission des déchets, à l'exploitation du site, au suivi des rejets et au suivi environnemental ainsi que plus généralement tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

ARTICLE 9.4.3. DOSSIERS DE RÉ-EXAMENS AU TITRE DE LA DIRECTIVE IED

Article 9.4.3.1. Réexamen périodique

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF WT « traitement de déchets », conclusions associées à la rubrique principale définie à l'article 1.2.1 (les dernières conclusions connues à la date de notification du présent arrêté ont été publiées le 17 août 2018).

Dans ce cadre, l'exploitant remet au préfet, en trois exemplaires, le dossier de réexamen prévu par l'article R. 515-71 du code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R. 515-72 dudit code, dans les douze mois qui suivent cette publication. Celui-ci tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R. 515-59 1°).

Dans un délai maximum de quatre ans à compter de cette publication au Journal Officiel de l'Union Européenne, soit au plus tard le 17 août 2022, les installations ou équipements concernées doivent être conformes avec les prescriptions issues du réexamen.

L'exploitant peut demander à déroger aux dispositions de l'article R. 515-67 du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R. 515-68 dudit code, en remettant l'évaluation prévue par cet article. Dans ce cas, le dossier de réexamen, contenant l'évaluation, sera soumis à consultation du public conformément aux dispositions prévues à l'article L. 515-29 du Code de l'environnement et selon les modalités des articles R. 515-76 ou R. 515-77 dudit code. L'exploitant fournit les exemplaires complémentaires nécessaires à l'organisation de cette consultation et un résumé non technique au format électronique.

Le premier réexamen est accompagné du rapport de base exigé à l'article L. 515-30 du code de l'environnement et dont le contenu est précisé à l'article R. 515-59 de ce même code, sauf si celui-ci a déjà été remis antérieurement.

Article 9.4.3.2. Réexamen particulier

Le réexamen des prescriptions dont est assortie l'autorisation peut être demandé par voie d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires dans les cas mentionnés au II et III de l'article R. 515-70 du code de l'environnement, en particulier :

- si la pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;
- lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.

Le réexamen est réalisé dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article précédent ; le dossier de réexamen étant à remettre dans les douze mois à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

ARTICLE 9.4.4. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE DES DISPOSITIFS DE PROTECTION

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendus des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).

ARTICLE 9.4.5. SURVEILLANCE DES SOLS

Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les dix ans. La première surveillance est réalisée dans le cadre du rapport de base joint au dossier de ré-examen périodique prévu au 9.4.3.1 (transmis en juillet 2019).

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques et les substances identifiées dans le rapport de base.

A l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

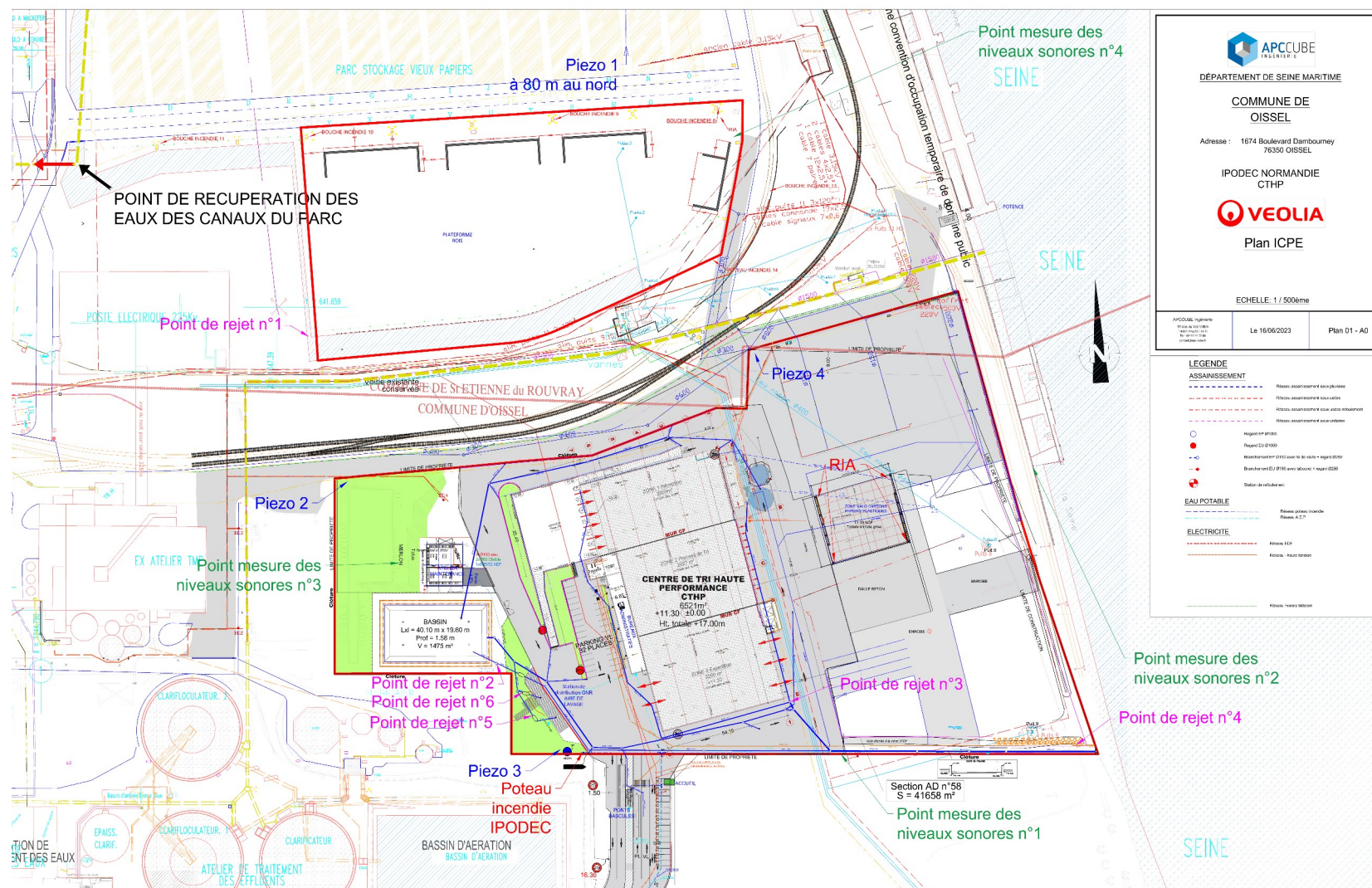
TITRE 10 - ANNEXE

ANNEXE 1 : Vue d'ensemble du site

ANNEXE 2 : Vue de la plateforme Bois

ANNEXE 3 : Vue du centre de tri haute performance

ANNEXE 1 : Vue d'ensemble du site



ANNEXE 2 : Plateforme Bois

